Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec RTL le 16 août 2013, sur la situation politique en Egypte, en Syrie et au Mali.

2013-08-16

Q - Bonjour Laurent Fabius. Nous sommes vendredi matin, jour de prière. Les frères musulmans appellent à un vendredi de la colère après les massacres qui ont déjà fait 600 morts. Êtes-vous inquiet ce matin ?

R - Oui. C'est vraiment le vendredi de tous les dangers parce que l'on a vu déjà ce qui s'est passé il y a deux jours où il y a des centaines de morts et, là, il y a une radicalisation de la situation. Nous sommes très inquiets et la diplomatie française fait tout ce qu'elle peut faire pour essayer, justement, d'éviter le processus de la guerre civile, parce que c'est cela qui est en jeu.

Q - Est-ce que l'on n'y est pas déjà d'ailleurs en guerre civile ? Les scènes qu'on observe à la télévision vues d'ici, vues de France, ce sont des scènes de guerre civile.

R - Oui, il est vrai que la menace existe. Il y a, d'un côté, le pouvoir qui a pris des décisions extrêmement lourdes, une répression très sévère, la décision d'autoriser la police maintenant à tirer à balles réelles, et puis de l'autre côté...

Q - C'est terrifiant cela ?

R - Bien sûr, c'est effectivement terrifiant... et puis, de l'autre côté, les frères musulmans qui réagissent d'une façon dure. Il y a un appel après la prière, aujourd'hui vendredi, à se rassembler vers la place Ramsès. Et puis il y aussi dans tout le pays des attaques contre les églises coptes - vous avez vu ça - et les coptes représentent 10 % de la population...

Q -On rappelle que les coptes ce sont des chrétiens, c'est la minorité chrétienne en Égypte.

R - Et le Patriarche copte était aux côtés du général El-Sissi lorsque Morsi a été destitué. Vous avez donc là une situation de tensions et d'affrontements extrême.

C'est la raison pour laquelle nous avons demandé et obtenu hier soir, vous le savez, la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies - instance internationale la plus élevée dans le monde - et qui a demandé à toutes les parties le maximum de retenues et d'essayer d'aller vers une solution politique.

Par ailleurs, le président de la République a reçu hier l'ambassadeur d'Égypte et il lui a dit à la fois sa préoccupation et le souhait de retourner vers une solution politique. Moi-même j'ai eu énormément de collègues au téléphone hier, à la fois dans la région, qu'il s'agisse à la fois des Arabes ou de mes collègues internationaux, américain, allemand, anglais.

Hier soir d'ailleurs, le ministre égyptien des affaires étrangères m'a appelé parce qu'il n'était pas d'accord avec ce que nous voulons faire au Conseil de sécurité des Nations unies, mais je lui ai dit qu'il fallait absolument aller vers une décélération et qu'il fallait que le pouvoir fasse des gestes. En même temps, les manifestants, eux, ont un devoir - et François Hollande l'a rappelé - de manifester pacifiquement.

Nous faisons donc le maximum de ce que nous pouvons faire, mais vous avez raison de dire que la tension est extrême.

Il faut rappeler que l'Égypte c'est 85 millions d'habitants et un pays complètement déterminant dans le monde arabe.

Q - Donc, vous le disiez, les diplomaties sont très mobilisées. Je voudrais vous soumettre cette déclaration du chef du gouvernement turc, M. Ergodan, il nous accuse, nous Occidentaux, d'immobilisme et même d'hypocrisie, il raconte qu'il a ses homologues au téléphone : Jean-Marc Ayrault, David Cameron, Angela Merkel, tous lui disent: «Oui ! Il y a bien eu un coup d'État en Égypte», mais jamais ils ne le disent publiquement. Est-ce qu'il y a eu ou pas au début de l'été un coup d'État militaire en Egypte, Laurent Fabius ?

R - Alors, deux choses.

D'abord, j'ai eu mon collègue turc M. Davutoglu qui m'a appelé l'autre jour, nous avons échangé, vous savez que les Turcs sont aux côtés des frères musulmans et donc ils ont eux-mêmes une position extrême. Mais, en revanche, c'est la France, avec les Anglais et les Australiens, qui a demandé et obtenu la réunion du Conseil de sécurité hier et c'était une chose que demandaient les Turcs.

Maintenant, sur l'appellation «coup d'État», vous savez qu'il y a une conséquence immédiate si on qualifie le processus de coup d'État : un certain nombre de pays - c'est vrai pour les États-Unis, c'est vrai dans une certaine mesure pour l'Europe - ne peuvent plus apporter d'appui économique au peuple égyptien. C'est donc une des raisons pour lesquelles ce vocable n'est pas utilisé.

Q - Donc, pour résumer, c'est un coup d'État mais on ne peut pas le dire comme ça ?

R - Écoutez ! Il y a eu la destitution du président Morsi. Le président Morsi avait été élu tout à fait régulièrement, mais, d'un autre côté comme il a voulu islamiser à marche forcée la société et que, économiquement, les résultats étaient catastrophiques, il y a eu un

soulèvement populaire et l'armée a appuyé cela. C'est comme ça que cela s'est passé. Je ne vais pas me lancer dans une querelle juridique.

Il faut maintenant se tourner vers le présent et l'avenir. Il y a trois temps à obtenir : d'abord, aujourd'hui, si c'est possible - je dis bien si c'est possible - obtenir qu'il y ait une diminution des tensions, ça c'est immédiat ; ensuite, arriver à renouer le dialogue entre les parties ; et puis, dans un troisième temps, aller vers la solution politique et les élections. Mais quand je dis cela, vous voyez bien à quel point c'est terriblement difficile.

Q - La grande crainte, c'est que les frères musulmans aient une stratégie jusqu'au-boutiste, c'est vrai que les massacres risquent de fabriquer peut-être de futurs martyrs...

R - Effectivement

Q - Et c'est inquiétant, notamment pour nous Occidentaux, parce qu'en ce moment au Sinaï, donc tout près du Caire, non loin du Caire, il y a des groupes djihadistes avec ces armes récupérées du conflit libyen...

R - Bien sûr.

Q - Est-ce que vous craignez une coalition, une coalition de ces djihadistes avec les frères musulmans ?

R - Le problème c'est que tout cela se passe dans des régions très voisines. Quand vous mettez bout à bout, même s'il ne faut pas tout confondre, ce qui se passe en Égypte, ce qui se passe en Syrie, ce qui se passe au Liban, ce qui se passe en Irak, et puis l'incidence que cela peut avoir sur le conflit israélo-palestinien - parce qu'il faut bien savoir que l'Égypte a toujours été, depuis très longtemps en tout cas, une sorte de garante de la paix là-bas - c'est effectivement très, très inquiétant.,

C'est une raison supplémentaire pour laquelle il faut demander, comme les Nations unies l'ont fait à l'appel de la France hier, une décélération, une retenue maximale comme on dit, parce que sinon le risque c'est qu'effectivement ce soit des mouvements extrémistes qui récupèrent, si je puis dire, toute la tension et ce serait d'une gravité extrême.

Q - Alors, Laurent Fabius, les Français qui vivent aujourd'hui en Égypte doivent-ils quitter le pays ?

R - J'ai donné des instructions extrêmement fermes. D'abord nos entrées diplomatiques, l'ambassade, etc., sont fermées. D'autre part, j'ai fait passer un message à tous les Français de ne pas circuler parce qu'ils peuvent être pris dans des manifestations avec les conséquences redoutables que cela peut avoir. Nous n'avons pas donné l'ordre d'évacuation mais nous allons voir comment la situation évolue. En tout cas il y a instruction très, très ferme - et en particulier aujourd'hui, mais cela vaut aussi pour les jours suivants - de ne pas

aller dans les rues et vraiment de rester chez soi. Et ce n'est pas simplement vrai au Caire, c'est vrai aussi dans l'ensemble du pays, puisque malheureusement les troupes se sont étendues à l'ensemble du pays.

Q - Alors, deux questions d'actualité : d'abord le Liban, est-ce que la guerre civile en Syrie n'est pas en train de s'élargir au Liban, 18 personnes tuées dans un attentat hier, le plus sanglant depuis 30 ans à Beyrouth...

R - C'est ce que souhaite Bachar Al-Assad. L'une de ses tactiques c'est de régionaliser le conflit et le...

Q - Enfin là, en l'occurrence, l'attentat a visé le Hezbollah, qui combat aux côtés du régime de Bachar Al-Assad ?

R - C'est vrai, mais à l'origine il y a cette volonté de Bachar Al-Assad d'étendre le conflit. Et le président libanais, M. Sleimane, et le gouvernement ont très sagement demandé qu'il y ait une déconnexion entre les deux.

Maintenant, quand vous voyez la situation géographique et puis la situation de la population, évidemment le risque existe, il est de plus en plus fort. Hier, c'était le Hezbollah - enfin la zone Hezbollah - qui était visé.

Il faut donc, nous qui sommes les amis, les cousins, les frères des Libanais, demander avec vraiment beaucoup d'insistance que le Liban soit mis à l'écart de ce qui se passe en Syrie, parce que le risque c'est un embrasement général.

Q - Autre dossier, Laurent Fabius : le Mali. Quel bilan tirez-vous de l'élection, assez large d'ailleurs, du nouveau président Ibrahim Boubacar Keita à la présidence ?

R - Dans une actualité extrêmement lourde sur le plan international, cette élection au Mali, qui s'est en général très bien passée, est un rayon de soleil.

Il faut se souvenir qu'il y a 7 mois exactement, le Mali était sur le point de tomber sous la coupe des terroristes. Il s'en est fallu de quelques heures. Or 7 mois plus tard, à l'issue de l'intervention militaire française, aux côtés des forces maliennes et africaines, et d'une intense action diplomatique et économique, vous avez une élection qui se passe très bien. La participation a été la plus élevée depuis des dizaines d'années au Mali, et le deuxième tour a été marqué par l'élection extrêmement brillante du président Keita.

Cela ne veut pas dire que les difficultés soient finies. Il y aura en effet beaucoup de travail à faire pour le nouveau président, la future assemblée et le gouvernement. Il faudra notamment réunir le pays, garantir son intégrité, assurer son redressement, en particulier sur le plan du développement économique, et discuter avec le Nord. Mais c'est tout de même une excellente nouvelle puisque finalement le terrorisme a été mis en échec au Mali.

Il est tout à fait rare qu'un pays naisse deux fois mais ce qui s'est passé au Mali signifie que le pays est en voie de renaissance. Nous serons bien sûr aux côtés du Mali dans sa renaissance comme nous l'avons été lorsqu'il s'agissait de défendre son existence.

Q - Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, merci d'avoir été l'invité de RTL ce matin.

R - Merci à vous, bonne journée.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 20 août 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/188808-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-avec-r